

Pas d'accord sur les vols de nuit

Rédaction du Soir en ligne
jeudi 13 mars 2008, 11:25

Il n'y a pas eu d'accord dans le dossier des vols de nuit, au sein du Conseil des ministres restreint qui s'est réuni ce jeudi matin. Un des nœuds du problème est la conséquence de la « petite nuit » pour les activités de l'entreprise DHL. Les syndicats ont réagi de façon mitigée.



belga

Le Conseil des ministres restreint s'est réuni jusqu'à 9 heures. Un point de la proposition du ministre de la Mobilité Yves Leterme est d'interdire tout décollage de l'aéroport de Bruxelles-National entre minuit et 4 heures. Les libéraux flamands s'émeuvent des conséquences économiques que pourrait avoir une telle proposition favorable aux riverains.

Un groupe de travail va être mis sur pied et un contact sera pris avec DHL qui dispose d'un "hub régional" à Zaventem, a-t-on appris jeudi à l'issue du Conseil restreint.

Yves Leterme a indiqué à l'issue de la réunion que son ambition était, notamment via la petite nuit, de trouver un compromis entre les intérêts économiques de Zaventem et la qualité de vie des riverains.

Il faut "donner une chance" à ce plan, a estimé le ministre de l'Intérieur Patrick Dewael (Open VLD) mais, a-t-il précisé, il faut examiner les conséquences qu'il aura pour l'emploi. "Il est inadmissible que la qualité de vie des riverains de Bruxelles prime sur les intérêts économiques", a ajouté M. Dewael. Les libéraux flamands insistent pour que l'on crée les conditions d'un maintien à Zaventem du hub régional de DHL.

D'aucuns se sont interrogés jeudi au sein de l'Open VLD quant à savoir si Yves Leterme avait préalablement à la rédaction de sa proposition contacté DHL. "On suppose qu'il a pris contact", a-t-on commenté dans l'entourage du vice-premier ministre MR Didier Reynders, qui continuait par ailleurs à "regretter que les ministres bruxellois n'ont pas pris leurs responsabilités" dans le dossier.

Pour le PS, Laurette Onkelinx a pris acte du renvoi du dossier vers un groupe de travail. Quant au CDH, il était le seul à ne pas prendre position jeudi. Le ministre Piette s'est refusé à tout commentaire et sa porte-parole n'était pas disponible pour une réaction.